

Affaire Bygmalion : l'UMP soupçonnée de surfacturation et de conventions fictives

Selon Libération, le parti aurait versé lors de la campagne de Nicolas Sarkozy en 2012 près de 20 millions d'euros à une filiale de Bygmalion, agence de communication dirigée par des proches de Jean-François Copé.

L'affaire Bygmalion rebondit. Et à moins de deux semaines des élections européennes, l'UMP se retrouve à nouveau dans la tourmente. En effet, Le Point avait accusé le parti, en février, [d'avoir surfacturé l'organisation de meetings de campagne de Nicolas Sarkozy](#) à l'agence de communication Bygmalion. Informations que Jean-François Copé avait dénoncé en assurant notamment qu'il s'agissait "de chiffres fantaisistes et des mensonges grossiers" pour "nuire à l'image de l'UMP et de ses dirigeants". A l'époque l'hebdomadaire avançait la somme de 8 millions d'euros de surfacturation. Mais en réalité, selon [Libération](#) le montant serait plus élevé.

En effet, le quotidien, dans son édition de jeudi, assure que l'UMP a versé pendant la campagne de Nicolas Sarkozy en 2012 près de 20 millions d'euros à une filiale de Bygmalion. Autre problème avancé par Libération : certains de ces événements généreusement rétribués seraient fictifs. Expliquant avoir eu accès aux factures de la filiale Event&Cie, sur la période de janvier à juin 2012, le journal met notamment en avant les 12,7 millions d'euros versés par l'UMP pour au moins 55 "conventions thématiques" sur "80 événements".

Libération évoque entre autres une "conférence sur l'accès au crédit" qui aurait eu lieu le 30 mai 2012 (soit trois semaines après la défaite de Nicolas Sarkozy à la présidentielle, ndlr), pour un coût total de 299 000 euros (incluant notamment 72 000 euros de vidéo, 66 000 euros de son et lumière et 21 000 euros de traiteur), et dont le principal intervenant aurait été, selon des factures d'Event & Cie, le député de Paris Pierre Lellouche. Or celui-ci ne s'y est pas rendu selon ses agendas et ses souvenirs.

"Je suis tout à fait étonné. En plus, le crédit n'est pas du tout mon thème de prédilection !", a-t-il réagi à Libération indiquant que le montant n'est compatible avec ses dépenses d'alors pour les législatives. "Tout ça ? Pour moi ? Le plafond des législatives n'excède pas les 45 000 euros par candidat, et l'UMP m'a donné, comme à tous les autres, 6 000 ou 7 000 euros, pas plus."

Toujours selon Libération, une conférence salle Gaveau le 14 avril 2012 aurait été facturée précisément 680 950 euros. Ou une autre le 2 mai de la même année, le jour du débat d'entre-deux-tours entre François Hollande et Nicolas Sarkozy. Consacrée à l'Europe, cette conférence aurait coûté 300 000 euros. Le quotidien cite également une "convention sur le terrorisme" à 300 000 euros, qui aurait donné lieu "à la publication d'un argumentaire de 4 pages".

Interrogé par Libération, Jérôme Lavrilleux, directeur de cabinet de Jean-François Copé, a confirmé l'existence de "80 événements" en 2012 et un chiffre global de 19 millions d'euros versés par l'UMP à Bygmalion pour cette même année. Il affirme avoir les preuves de la tenue de ces réunions sans accepter de les fournir au quotidien, qui évoque l'hypothèse de "frais de campagne déguisés". "Il n'y a rien de nouveau, on est transparent. C'est une manoeuvre grossière de séstabilisation dans une campagne électorale. A un moment, on dit stop, stop, stop !" a confié l'entourage du président de l'UMP au Parisien. Certains ténors de l'UMP ont choisi de ne pas commenter cette information. Valérie Pécresse a elle donné son impression ce jeudi matin sur iTélé (à partir de la 6e minute).

["le retournement annoncé par Hollande, c'est un bluff de plus" - Le face-à-face de Christophe Barbier](#)

L'avocat de Bygmalion, Me Patrick Maisonneuve conteste quant à lui, "toute accusation de surfacturation" et "toute rétrocommission".